



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE L'OUEST VOSGIEN



# Département des Vosges

## PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

## DE LA COMMUNE DE **GREUX**



**ENQUETE PUBLIQUE du 19 Janvier 19 Février 2018**

*- Ordonnance n° E17000143/54 du 12 Décembre 2017*

*- Arrêté municipal n° 07/2017 du 22 Décembre 2017*

**I – RAPPORT**

**II- CONCLUSIONS**

Suzanne GERARD  
Commissaire Enquêteur

## SOMMAIRE

### I - RAPPORT

1.	GENERALITES .....	3
1.1.	Objet de l'enquête .....	3
1.2.	Cadre juridique de l'enquête publique .....	3
1.3.	Présentation du projet .....	4
1.3.1.	Caractéristiques générales de la commune .....	4
1.3.2.	Etat actuel de l'assainissement .....	8
1.3.3.	Particularités du mode de gestion du service de l'assainissement.....	9
1.3.4.	Projet de zonage d'assainissement .....	9
1.3.5.	Aspects financiers.....	11
1.4.	Composition du dossier d'enquête publique.....	12
1.4.1.	Contenu du dossier .....	12
2.	ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	13
2.1.	Désignation du commissaire enquêteur .....	13
2.2.	Actions préparatoires.....	13
2.3.	Information effective du public.....	14
2.4.	Publicité de l'enquête .....	14
2.5.	Déroulement de l'enquête .....	15
2.6.	Clôture de l'enquête.....	15
3.	ANALYSE DES AVIS RECUEILLIS.....	16
3.1.	Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est .....	16
3.2.	Observations recueillies pendant l'enquête .....	16
3.3.	Mémoire et réponse de Monsieur le Maire de GREUX.....	17
3.4.	Appréciation du Commissaire Enquêteur .....	19
	<u>ANNEXES</u> .....	20

### II – CONCLUSIONS & AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

..... Erreur ! Signet non défini.

# I – RAPPORT

## 1. GENERALITES

### 1.1. Objet de l'enquête

La présente enquête publique concerne le projet de zonage d'assainissement de la commune de GREUX, commune située dans le département des Vosges et qui dépend de la Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN (CCOV).

### 1.2. Cadre juridique de l'enquête publique

Cette enquête publique est engagée en références aux textes législatifs et réglementaires suivants :

- Le Code Général des Collectivités Locales (CGCL) : Articles L.2224-8 & suivants ; D.2224-5-1 ; D.224-6 & suivants ;
- L'Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), obligeant les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à délimiter, après enquête publique, un zonage d'assainissement avec des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif ;
- Le Code de l'Environnement : *(Articles L.123-1 & suivants & R.123-1 & suivants modifiés par l'Ordonnance n° 2016-1060 du 3/08/2016)* portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du Public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Cette dernière Loi organise notamment la modernisation des procédures de concertation en aval en généralisant la dématérialisation de l'enquête publique.

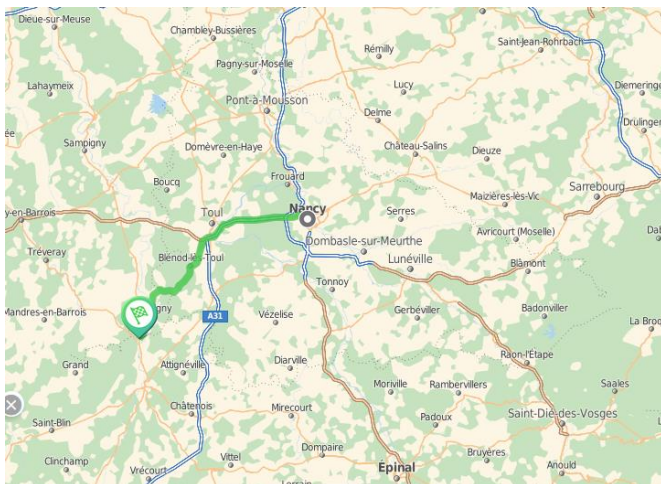
Elle a été encadrée par :

- L'ordonnance du Tribunal de Nancy n° E17000143/54 en date du 12 Décembre 2017 désignant le commissaire enquêteur (annexe 1) ;
- L'Arrêté municipal 07/2017 du 22 Décembre 2017 ordonnant l'ouverture d'une l'enquête publique (annexe 2).

## 1.3. Présentation du projet

### 1.3.1. Caractéristiques générales de la commune

#### Situation géographique



La commune de GREUX est située dans le département des Vosges, limitrophe avec celui de la Meuse, (à 10 km au nord de Neufchâteau et environ 60 km au sud de Nancy).

Le ruisseau des Roises qui traverse le village est le principal exutoire<sup>1</sup> du réseau d'assainissement de la commune.

#### Population

D'après les données INSEE en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 (réf statistique 1/01/2014), la population est de 175 habitants et a connu une augmentation de 21,5 % depuis 1999. La pyramide des âges indique que près de 50 % atteint plus de 45 ans, ce qui est signe d'un vieillissement caractéristique de la population. De plus, on note un manque dans la tranche « 15 à 29 ans ».



#### Habitat

L'habitat est principalement structuré autour de l'axe de la RD 164. Il est typique des villages « rues » lorrains avec des maisons mitoyennes situées de part et d'autre de la rue principale.

L'axe de la RD forme le village historique de Greux et chaque habitation de cet axe possède un terrain sur l'arrière et les dimensions des usoirs<sup>2</sup> devant les habitations sont très hétérogènes. Le long du ruisseau des Roises, l'habitat est principalement constitué de pavillons plus récents.



<sup>1</sup> Exutoire ou émissaire : point de rejet des eaux usées après traitement. Il peut s'agir d'un fossé pluvial, de ruisseau, de rivière....

<sup>2</sup> L'usoir est la bande de terrain située entre la route et les immeubles et qui n'appartient pas aux riverains. Il fait partie du domaine public communal.



## Activité

On notera des activités non domestiques, telles :

- 2 agriculteurs éleveurs,
- 1 restaurant : « La Marmite » sise rue Jeanne d'Arc, équipée d'un dégraisseur et d'une fosse toutes eaux.
- 1 Boulangerie/traiteur « Au Gourmet Lorrain » sis 26, rue Jeanne d'Arc
- 1 magasin de matériel, issu de vente aux enchères, appelé « aux bonnes affaires » situé au 5ter rue Bernard Lorraine.

## Urbanisme

- La Commune de GREUX est couverte par une carte communale approuvée le 9 Février 2009.
- Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) est en cours d'élaboration par la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien (CCOV) à laquelle adhère la commune de GREUX<sup>3</sup>, étant rappelé qu'il définit et règlemente l'usage des sols sur l'ensemble du territoire : secteurs constructibles, formes urbaines, espaces naturels, terrains réservés pour la création d'équipements publics etc...

Afin que la population puisse prendre connaissance des enjeux du PLUi, la Communauté de Communes a distribué dans chaque mairie du territoire une affiche sur laquelle est indiquée, notamment, les étapes du PLUi et les moyens de concertation mis en place. (ci-contre)

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN**

### Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

**Le mot des présidents**

Ainsi que la loi HAD (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015 commence à produire ses effets et que nos nouvelles règles sont mises en place, il nous apparaît de redéfinir les modalités et les orientations qui régiront l'organisation, le développement, l'utilisation et l'occupation de nos sols.

C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité, avant même la création de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien (issue de la fusion des Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois), et de l'intégration de la commune d'Arches) au 1er janvier 2015, nous engager conjointement dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Il s'agit d'un important travail de réflexion sur l'aménagement du territoire, à l'échelle de 70 communes pour une population de 34 312 habitants. Ainsi, depuis juin 2015, un travail de longue haleine a été initié et dure : à travers un diagnostic, un projet public et la rédaction d'un zonage et d'un règlement pour l'ensemble du territoire.

Nous avons fait le choix de créer ce Plan Local d'Urbanisme Intercommunal pour harmoniser les politiques communales d'aménagement et adopter une stratégie de développement cohérente et respectant les spécificités de nos communes. En outre, un volet de ce document s'intéresse plus particulièrement à la problématique de l'habitat.

Nous souhaitons vous associer (population et acteurs du territoire) à la construction de ce projet et nous vous invitons à prendre connaissance des travaux réalisés, à faire part de vos remarques et à apporter votre contribution à la réflexion des élus.

Soyez assurés de l'importance d'un tel document pour l'avenir de notre territoire, et de l'intérêt du fait que chacun d'entre nous apporte sa pierre à l'édifice.

Donc à vous :

Guy SAUVAGE et Simon DECIER, représentants des communautés de communes de la future Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien

Combien de temps cela va-t-il durer ?  
L'approbation du PLUi est prévue pour 2020.

**Nous contacter**

Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien  
2 bis Avenue François de Neufchâteau  
54300 Neufchâteau  
Tel : 03 29 94 08 77  
Mail : [plui.ouestvosgien@gmail.com](mailto:plui.ouestvosgien@gmail.com)  
[www.bassin-neufchateau.fr](http://www.bassin-neufchateau.fr)

**LES ÉTAPES DU PLUi**

1	2	3	4
LE DIAGNOSTIC	LE PROJET	LE DÉLIBÉRÉ	LA MISE EN ŒUVRE
ÉTAT DES LIEUX DU TERRITOIRE	PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT URBAINE	DÉLIBÉRÉ CONSTAT (EN BILAN)	CHARTER DES PROPRIÉTÉS ACQUISES ET MISE EN ŒUVRE

**Qu'est-ce qu'un PLUi ?**

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe les règles générales d'utilisation du sol. Il couvre l'ensemble des 70 communes composant le territoire intercommunal.

**Vous souhaitez rester informé, vous exprimer ?**

- Des **cahiers de remarques** sont à votre disposition en mairie et à la communauté de communes.
- Des **réunions publiques** seront organisées (les dates seront affichées en mairie et publiées dans la presse locale).
- Suivez notre actualité sur nos sites internet, et dans le **journal de la commune**.
- Des versions de travail de chaque pièce constitutive du PLUi seront **consultables en mairie** et à la communauté de communes.
- Surveillez la **presse locale**, des articles vous informant de l'évolution de la démarche.

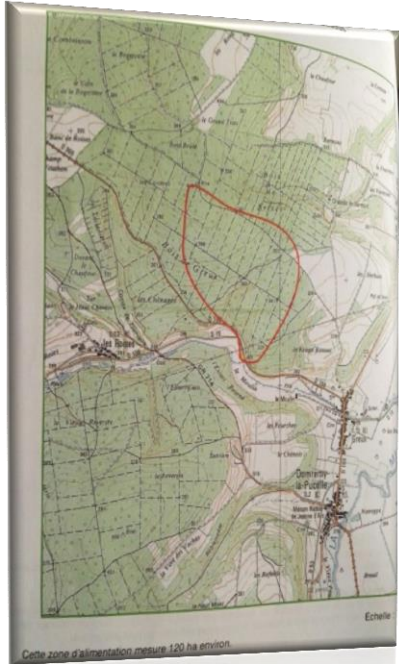
**insitu**

<sup>3</sup> PLUi : Le site internet de la Communauté de Communes dispose d'une page dédiée au PLUi. Les habitants peuvent y suivre toute l'actualité de l'élaboration du document d'urbanisme. De plus, l'ensemble des documents approuvés peuvent y être consultés.

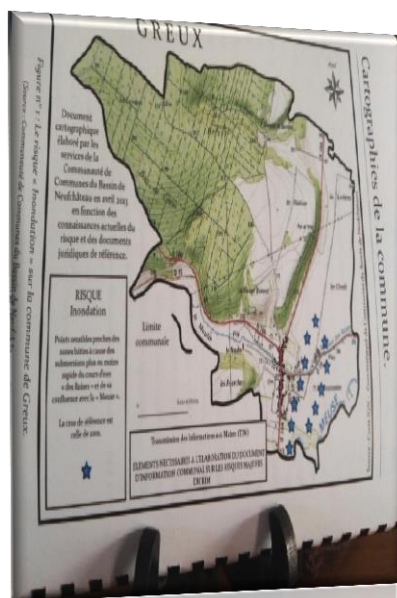
- Les sites Natura 2000 et des ZNIEFF situées en amont des exutoires de la commune ne sont pas concernés par le projet.

### Milieu naturel

Le milieu naturel inventorié sur la commune est diversifié et dense, le listing des contraintes recensées au droit de la commune est synthétisé dans le tableau ci-dessous :

<p>Périmètre des zones naturelles</p>	<p>Une zone Natura 2000 est présente en bordure ouest de la commune, nommée « <i>Forêt de Gondrecourt-le-château</i> ».</p> <p>Deux zones d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZNIEFF de type 1 : intitulée « <i>Côteau des Chenages à Les Roises</i> », en bordure ouest.</li> <li>- ZNIEFF de type 2 : intitulée « <i>Pays de Neufchâteau</i> », à l'est, jouxtant la zone urbanisée</li> </ul> <p>(non concernées par le projet puisqu'elles sont situées en amont des exutoires de la commune).</p>
<p>SDAGE (Schéma Directeur d'aménagement et de gestion des eaux)</p>	<p>La commune est soumise au SDAGE Rhin-Meuse qui fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.</p> <p>La commune recense des zones humides situées le long de la Meuse.</p>
<p>Périmètres de protection de captage en eau potable</p> 	<p>La commune est gestionnaire du captage de la source du Vau et ne dessert aucune autre commune.</p> <p><i>Protection immédiate :</i> Les périmètres ont été clôturés, toutes les activités, installations autres que nécessaires à l'entretien du captage ou de leurs abords sont interdits.</p> <p><i>Protection rapprochée :</i> Elle a été créée pour préserver l'aire d'alimentation du captage d'une contamination éventuelle de l'aquifère, contamination qui pourrait atteindre rapidement l'ouvrage.</p> <p><i>Protection éloignée :</i> Etant donné que la protection rapprochée englobe la quasi-totalité de la zone d'alimentation, il n'est pas nécessaire d'instaurer un périmètre de protection éloignée. (cf dossier établi par la Sté Cap Environnement en juillet 2009)</p>

Zone Inondable  
Plan de zones submersibles (P.S.S.)



La commune possède un Plan de prévention du risque inondation (PPRI approuvé par arrêté préfectoral n° 2001/804 du 14/03/2001 et l'étude hydraulique Meuse amont de 2006) de la Meuse concernant l'est du territoire communal ; la partie est de la zone urbanisée étant en zone de contrainte faible.

La commune est dotée par le décret en date du 10/09/1956 d'un plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « inondations » de la rivière la Meuse suivant arrêté n° 152/05/DDE DU 5 Juillet 2005.

Ce projet -tel que présenté- n'étant pas de nature à avoir des incidences négatives notables sur la santé humaine et sur l'environnement, il n'est pas soumis à une évaluation environnementale des services de la Mission Régionale d'Autorité Environnement Grand Est (MRAe), décision rendue le 04/12/2017 réf. 2017DKGE198 (en annexe 5).

### Consommation eau potable

La distribution d'eau potable sur la commune de GREUX est assurée par le captage de la source du Vau de Greux, situé sur la parcelle n°17 – section ZD du cadastre. La commune est propriétaire de la parcelle.

A noter que la pression de distribution est très faible (0.5 bars) ; toutes les habitations sont équipées de surpresseurs. Ils sont propriétaires de leur compteur d'eau.

La consommation annuelle en eau potable est de 8080 m<sup>3</sup>, soit 46 m<sup>3</sup> par an et par habitation. Deux exploitations agricoles sont signalées, chacune dotée d'un puits.





### 1.3.2. Etat actuel de l'assainissement

La Commune dispose d'un réseau de collecte unitaire des eaux pluviales et eaux usées, lesquelles sont rejetées en 5 exutoires vers le ruisseau « les Roises » sans aucun traitement préalable.



Par conséquent, elle relève actuellement de l'assainissement non collectif.

La Commune assure la compétence de service public d'assainissement (SPANC) avec l'obligation d'assurer le contrôle des installations d'assainissement autonome, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement.

Pour ce faire, elle adhère au Syndicat mixte Départemental d'Assainissement Non Collectif des Vosges (SDANC). Ce dernier a effectué un diagnostic en 2014 – 2015 ; une synthèse avec classification des installations a été réalisée, étant rappelé que l'avis du SDANC peut être :

- Conforme sans travaux,
- Non conforme sans obligation de travaux sauf en cas de vente,
- Non conforme avec obligation de travaux dans un délai de 4 ans maximum.

Pour un certain nombre de propriétaires, le délai de 4ans est déjà dépassé.

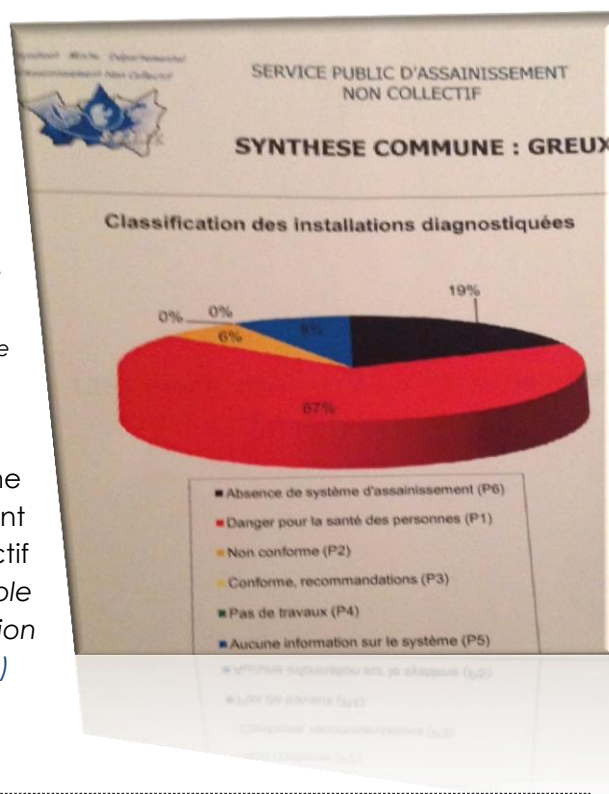
On constate sur le schéma ci-contre que :

- 47 présentent un danger pour la santé des personnes (67 % en rouge)
- 19 ne disposent pas de système d'assainissement

Sur les 81 habitations, seules 3 habitations disposent d'un assainissement autonome aux normes réglementaires.-

(§ carte de synthèse des contrôles de diagnostic de l'ANC en annexe)

Les habitations neuves ou ayant subi une rénovation importante sont obligatoirement équipées d'un assainissement non collectif réglementaire (fosse toutes eaux et filtre à sable ou filière agréée telle que la micro-station d'épuration, un filtre à coco, laine de roche...)



A noter que la Commune de GREUX se situe en zone à enjeux sanitaire puisqu'elle est inscrite au Plan d'Action et d'Orientations Territorialisées (PAOT) du département.



Il n'existe pas actuellement de règlement d'assainissement mais, en l'absence de système de traitement collectif des eaux usées, la réglementation en assainissement non collectif s'applique de fait, avec ou non zonage d'assainissement.

### 1.3.3. Particularités du mode de gestion du service de l'assainissement

Une note à l'attention des Maires des communes concernées par la mise à jour des zonages d'assainissement a été rédigée par les Services de la CCOV, en date du 17/10/2017, dont un exemplaire a été remis à Monsieur le Maire de GREUX.

Cette note avait pour but d'apporter un éclairage technique et réglementaire sur l'assainissement collectif et non collectif préalablement à la mise en enquête publique du zonage d'assainissement.

La CCOV a proposé aux communes dépourvues de zonage d'assainissement de réaliser à ses frais une étude de mise à jour du schéma directeur d'assainissement avec l'aide financière de l'Agence de l'Eau à hauteur de 70 %. Après appel d'offres, c'est le bureau d'études EURO INFRA qui a été retenu pour les 17 communes concernées dont GREUX.

### 1.3.4. Projet de zonage d'assainissement

**Le schéma Directeur d'assainissement rédigé en Août 2017** par EURO INFRA présente la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif sur le territoire communal de GREUX. Trois scénarios ont été étudiés :

**Scénario 1** : Assainissement non collectif (ANC) sur l'ensemble de la commune.

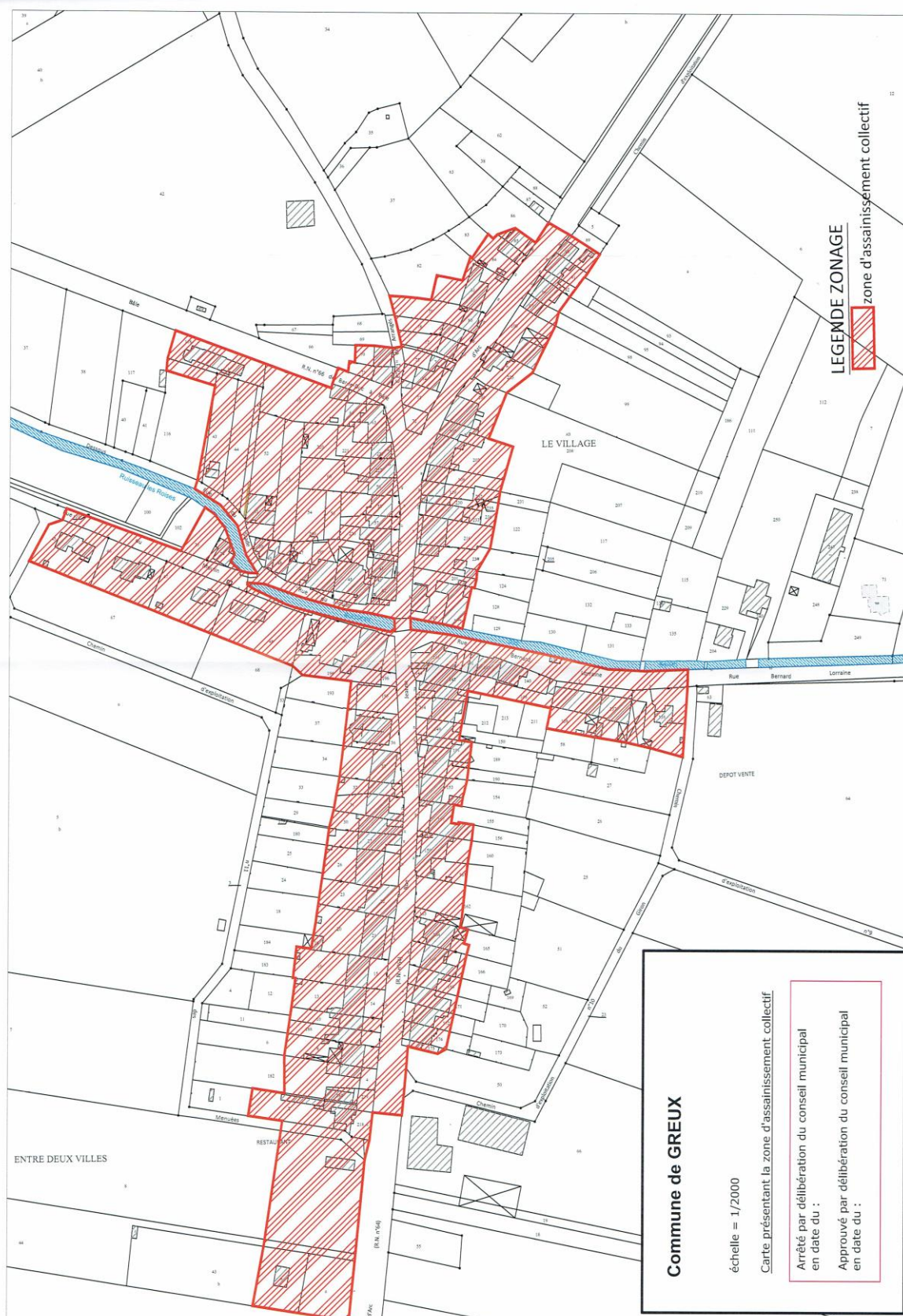
**Scénario 2** : Assainissement collectif sur l'ensemble de la commune sauf :

- L'habitation entre deux villes ;
- Les habitations sises : 5 ter, 5 bis, 5 quater et 6, rue Bernard de Lorraine.

**Scénario 3** : Assainissement collectif sur l'ensemble de la commune avec une Unité de Traitement commune pour DOMREMY et GREUX, sauf sur le secteur précité.

Résumé des scénarii 2 et 3 pour une meilleure compréhension :

<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF : réseau séparatif sur l'ensemble du village</b>	
<b>Scénario 2</b>	<b>Scénario 3</b>
<b>Unité de traitement dédiée à GREUX</b> parcelle 37 (pour la partie Ouest du village) qui n'appartient pas à la commune mais pourrait se porter acquéreur.	<b>Unité de traitement commune GREUX/ DOMREMY La Pucelle</b> sur la parcelle 22, lui appartenant (sur la partie Ouest du village)
Sous réserve de réaliser les études nécessaires à l'implantation de l'unité de traitement : géotechniques, le levé topographique, etc...	Sous réserve de réaliser les études nécessaires à l'implantation de l'unité de traitement : géotechniques, levée topographique, mais SURTOUT DE DEPOLLUTION, compte tenu que sur ce terrain, il y avait la plus importante casse automobile de la région (découpe de ferrailles, dépôt d'hydrocarbures...)
Création d'un réseau séparatif eaux usées strictes sur une partie de la rue J. d'Arc (côté Domrémy et RD64, rue du stade, rue Bernard de Lorraine)	
Raccordement du réseau de la rue du Moulin et de la rue du Stade	
Création d'un réseau rue Bernard de Lorraine (rive droite Ruisseau Les Roises)	
Mise aux normes ANC des 5 habitations susnommées avec mise en place de micro-stations ou filières compactes en fonction des contraintes d'espaces.	



Dans sa délibération du 20 Juillet 2017, le Conseil Municipal a fait le choix de l'assainissement collectif avec création d'un réseau séparatif de collecte des eaux usées sur l'ensemble du village sauf le secteur situé à l'extrémité de la rue Bernard Lorraine, avec une Unité de Traitement commune pour GREUX & DOMREMY LA PUCELLE.

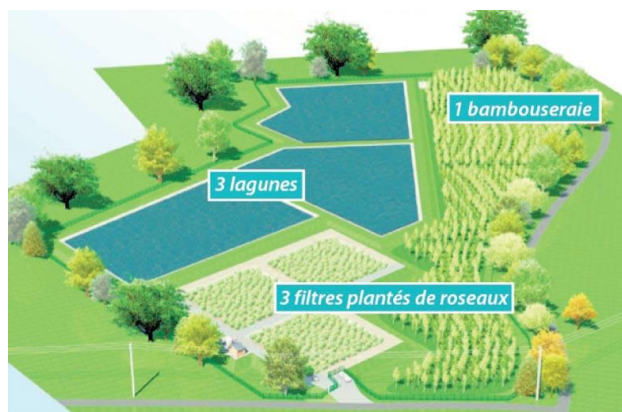
L'Unité de Traitement (UT) proposée se présente comme suit :

Son dimensionnement est basé sur la population actuelle majorée de 10 % pour tenir compte d'un éventuel développement à venir, soit 305 Equivalent habitant (EH)<sup>4</sup> en réponse aux besoins des 2 communes.

	Personnes raccordées	Habitations	Répartition
GREUX	164	79	2.08 pers/hab
DOMREMY	175	84	2.08 pers/hab
	339	163	

L'Unité de Traitement sera de type lagunage ou filtre planté de roseaux.

Exemple ci-contre



La **Mission Régionale d'Autorité Environnementale** préconise que le site d'implantation choisi respecte les prescriptions de l'*Arrêté interministériel du 21 Juillet 2015*, indiquant que les stations de traitement des eaux usées doivent être implantées à une distance minimale de 100 mètres des habitations et des bâtiments recevant du public (annexe 5).

Entre temps, cet article a été abrogé et remplacé comme suit (*Arrêté du 24 Août 2017 modifiant l'arrêté du 21 Juillet 2015* : (annexe 6) :

« Après avis de l'Agence Régionale de Santé, il peut être dérogé aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, par décision préfectorale, sur demande du Maître d'Ouvrage accompagnée d'une expertise démontrant l'absence d'incidence. ».

### 1.3.5. Aspects financiers

La comparaison des travaux dans les 2 possibilités (*raccordement au collectif et mise en conformité de l'assainissement non collectif*) a permis au Bureau d'Etudes d'établir un estimatif du montant des travaux pour les 2 scénarii d'assainissement, étant précisé que cette estimation a été réalisée dans l'hypothèse où des travaux sont obligatoires lors de la vente, d'une rénovation importante ou dégradation de l'installation existante.

En effet, le projet -objet de cette enquête- concerne uniquement le choix du zonage d'assainissement (AC ou ANC), la phase travaux fera l'objet d'une autre étude plus précise pour chaque habitation en fonction de ce choix, étant précisé que les subventions de l'Agence de l'Eau et du Département ne sont possibles que si la commune a déterminé son zonage d'assainissement.

<sup>4</sup> EH : il s'agit de l'unité de compte retenue pour décrire simplement la capacité d'une station d'épuration ; un habitant permanent représente 1 EH, l'utilisateur d'un restaurant 0,3 EH....

A noter que :

- Les subventions applicables seront celles du 11<sup>ème</sup> programme à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2019 puisque celles actuellement accordées sont valables jusque Décembre 2018.
- Les travaux et entretien relatifs aux dispositifs d'assainissement collectifs sont à la charge de la commune, qui -déduction faite des subventions- impactera ce coût aux particuliers via la taxe assainissement sur chaque facture d'eau.

Pour information, concernant le département des Vosges et relatives à l'année 2013 : Coût TTC pour une consommation de 120 m3/an : eau potable 1,90 € TTC/m3 + assainissement 1,93 € TTC/m3 ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

- Récapitulatif des coûts estimatifs correspondant à la réalisation complète des travaux, se faisant aussi bien en domaine public que privé et intégrant même les prestations hors travaux (mission de maîtrise d'œuvre, épreuve de contrôles externes) suivant tableau ci-après :

	COÛT INVESTISSEMENT	NBRE HAB	PAR HAB.	FONCTIONNEMENT ANNUEL	
				Collectif HT	Non Collectif HT
<b>Scenario 1</b> <i>Assainissement non collectif</i>	1 005 415,94 €	78	12 889,95 €		12 480,00 €
<b>Scenario 2</b> <i>Assainissement collectif Unité traitement sur GREUX</i>	1 060 350,68 €	78	13 594,24 €	16 460,00 €	320,00 €.
<b>Investissement commune*</b>	<b>756 000,00 €</b>				
<b>différence à charge de l'habitant</b>	<b>304 350,68 €</b>	<b>74</b>	<b>4 112,85 €</b>		
<b>Scenario 3</b> <i>Assainissement collectif Unité traitement sur Domrémy</i>	1 032 350,38 €	78	13 235,26 €	15 960,00 €	
<b>Investissement commune*</b>	<b>728 000,00 €</b>				
<b>différence à charge de l'habitant</b>	<b>304 350,38 €</b>	<b>74</b>	<b>4 112,84 €</b>		

\* Excepté travaux mise aux normes des branchements particuliers et ANC

## 1.4. Composition du dossier d'enquête publique

### 1.4.1. Contenu du dossier

- Le schéma directeur d'assainissement : notice explicative rédigée par le Bureau d'Etudes EURO INFRA Ingénierie en Août 2017 (30 pages) :
  - o Analyse du site, de l'habitat et des sols – qualité des milieux récepteurs,
  - o Etude des équipements publics eaux usées – eaux pluviales existants,
  - o Etude des solutions d'assainissement avec trois scénarios alternatifs (non collectif, collectif avec une station d'épuration communale ou intercommunale),
  - o Choix du zonage communal,
  - o Conséquences techniques et financières du zonage retenu sans précision du prix de l'eau,
  - o Conclusions.



- La carte présentant la zone d'Assainissement ;
- Les plans de zonage des 3 scénarii proposés dans le schéma directeur d'assainissement (en annexe 12):
  - o *Scenario 1 : Assainissement autonome,*
  - o *Scenario 2 : Création d'un réseau séparatif avec unité de traitement sur GREUX,*
  - o *Scenario 3 : Création d'un réseau séparatif avec unité de traitement commune avec Domrémy.*
- La délibération du Conseil Municipal en date du 20 Juillet 2017 approuvant la mise à l'enquête publique du projet de zonage d'assainissement de la commune de GREUX et du choix de l'Assainissement collectif avec une station d'épuration commune avec Domrémy la Pucelle (en annexe 1) ;
- L'Arrêté Municipal n° 07/2017 DU 22 Décembre 2017 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de zonage d'assainissement de la commune de GREUX (en annexe 3);
- Les publications dans la presse (en annexe 8).

## 2. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

### 2.1.Désignation du commissaire enquêteur

En vue de lancer l'enquête publique sur le projet d'assainissement de GREUX, Monsieur le Maire a sollicité auprès de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy, la désignation d'un commissaire-enquêteur. C'est ainsi que par ordonnance du 12 Décembre 2017, j'ai été désignée pour mener cette enquête.

### 2.2.Actions préparatoires

DATES	CONTACTS	ACTIONS
<b>Lundi 18 Décembre 2017</b>	téléphone	Appel à la Mairie de GREUX pour obtenir le dossier. Envoi par courriel ce même jour.
<b>Vendredi 22 Décembre 2017</b>	Rendez-vous à la Mairie de GREUX 10h-12h	En présence de Monsieur GEOFFROY, Maire de GREUX et Madame MUNDING, Responsable Environnement et Développement à la CCOV Remise du dossier papier avec plans – Explications et prescription de l'enquête pour une période de 31 jours : du 19 Janvier au 19 Février 2018 inclus. Les dates, heures et lieux des permanences ont été également fixées.
<b>Vendredi 19 Janvier 2018</b>	9h-10h	Contrôle de l'affichage de l'avis d'enquête publique à la mairie. Vérification des pièces du dossier. Préparation du registre d'enquête ( <i>cahier d'écolier à intituler et à paginer</i> )

## 2.3. Information effective du public

Une réunion publique à l'attention des habitants a été organisée le 15 Janvier 2018 à 20H00 à la salle Raymond Lecerf en mairie de Greux, afin de leur présenter le projet de zonage d'assainissement retenu par le Conseil Municipal délibéré le 20 Juillet 2017 et de les informer sur le déroulement de l'enquête publique ayant pour but de recueillir leur avis.

L'invitation à cette réunion a été rédigée sous forme de synthèse du projet distribuée dans les boîtes aux lettres (copie en annexe 7). Les propriétaires n'habitant pas GREUX ont été également prévenus.

Suivant l'ordonnance n°2016-1060 du 3 Août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptible d'avoir une incidence sur l'environnement organise notamment la modernisation des procédures de concertation en aval, en généralisant la dématérialisation de l'enquête publique à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 », une boîte mail a été créée par la CCOV pour que je reçoive directement les observations du public, à l'adresse suivante : [zonage.assainissement.88219@gmail.com](mailto:zonage.assainissement.88219@gmail.com)

Les documents liés à cette enquête étaient mis à disposition en mairie ou sur le site internet de la CCOV.

<https://www.ccov.fr/communaute-de-communes/ccov/les-communes/carte-des-communes/375-greux>

## 2.4. Publicité de l'enquête

Un avis au public, informant de l'ouverture de l'enquête publique et ses modalités, a été transmis à 2 journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Vosges, à savoir :

- Première insertion réglementaire :
    - o L'Abeille & Vosges Matin : le Jeudi 4 Janvier 2018
  - Deuxième insertion réglementaire :
    - o L'Abeille & Vosges Matin : le Vendredi 24 Janvier 2018.
- (En annexes 8) –

L'ouverture de l'enquête publique et le calendrier des permanences ont été annoncés sur le site de la CCOV :

<https://www.ccov.fr/communaute-de-communes/ccov/les-communes/carte-des-communes/375-greux>

L'avis d'enquête publique au format A2 rédigé en caractères noirs sur fond jaune et l'arrêté ont été affichés sur le panneau d'affichage extérieur de la mairie de GREUX. J'ai fait le constat de cet affichage le 19 Janvier dernier (annexe 9).

Les certificats d'affichage ont été signés par Monsieur le Maire (annexe 10)



## 2.5. Déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée sans incident durant 31 jours consécutifs du 19 Janvier au 19 Février 2018 inclus.

Les pièces du dossier et le registre d'enquête publique ont été mis à la disposition du public à la mairie de GREUX pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture (Lundi et vendredi de 10H à 12H) et sur le site de la CCOV.

Les permanences prévues se sont passées normalement à la mairie de GREUX, afin que le public puisse recevoir toutes informations et déposer ses observations tant écrites qu'orales. Je me suis tenue à la disposition de la population, en présence de M. le Maire, :

- Vendredi 19 Janvier 2018 : de 10h00 à 12h00.
- Lundi 5 Février 2018 : de 10h00 à 12h00.
- Lundi 19 Février 2018 : de 10h00 à 12h00.

Une problématique a toutefois été soulevée dans différents courriers d'habitants, remis lors de la dernière permanence sur les risques de pollution du terrain où doit être implantée l'unité de traitement à DOMREMY à savoir que **c'était le lieu de la plus importante casse automobile de la région où il n'a pas été réalisé d'étude de sols ni aucun traitement, alors que les salariés travaillaient à l'ancienne avec le plus souvent des chalumeaux pour découper la ferraille en plein air et sans aucun bac pour récupérer les liquides extrêmement dangereux.**

Pourtant ce site n'est pas inscrit sur la base de données du Ministère de l'environnement en catégorie BASOL, d'où l'avis favorable de la MRAe.

## 2.6. Clôture de l'enquête

Lundi 19 Février 2018, la période de consultation du public étant terminée, j'ai clôturé le registre d'enquête publique en présence de Monsieur GEOFFROY, Maire de GREUX et Madame MUNDING, Responsable Environnement et Développement à la CCOV.

Nous avons conclu de la nécessité de réaliser les études de dépollution du terrain de Domrémy dont ils ne se souvenaient pas de son origine.

Rendez-vous a été pris avec Monsieur le Maire pour la remise de mon procès-verbal de synthèse des observations et interrogations du public le lundi 21 Février 2018.

Relation comptable des observations

### Première permanence le Vendredi 19 Janvier 2018

- |   |                |
|---|----------------|
| - Consultation du dossier :   | 2              |
| - Observations portées sur le registre :  | Avis favorable |
| - Dossier déposé : demande de sortie de l'AC*   | 1              |
| - Courriel réceptionné sur l'adresse mail dédiée et annexé au registre le 22 Janvier 2018 | 1 (*suite)     |

### Deuxième permanence le Lundi 5 Février 2018

- |   |   |
|---|---|
| - Observations portées sur le registre hors des permanences | 0 |
| - Courrier adressé au CE en mairie et annexé au registre    | 1 |

Au total, j'ai reçu la visite de 6 personnes qui ont consulté le dossier et ont notifié leur accord sur le projet n°3 retenu par le Conseil Municipal.

#### Troisième et dernière permanence le Lundi 19 Février 2018

- |   |   |
|---|---|
| - Observations portées sur le registre hors des permanences | 0 |
| - Courriers adressés au CE en mairie et annexés au registre | 3 |
| - Observations portées sur le registre + dossier (*suite)   | 1 |

Au total, j'ai reçu la visite de 5 personnes qui ont consulté le dossier :

- |  |   |
|--|---|
| ✓ Observations portées sur le registre | 5 |
|--|---|

### **3. ANALYSE DES AVIS RECUEILLIS**

#### **3.1. Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est**

*Application de l'Article R.122-18 du Code de l'Environnement : par décision n° MRAe 2017DKGE198 du 4 Décembre 2017, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est considère que le projet de zonage d'assainissement envisagé par la commune de GREUX n'est pas soumis à évaluation environnementale.*

Elle précise même que ce projet n'est pas de nature à avoir des incidences négatives notables sur la santé humaine et sur l'environnement.

#### Appréciations du Commissaire Enquêteur

*Cet avis devient caduc car ce site n'étant pas inscrit sur la base de données du Ministère de l'environnement en catégorie BASOL, la MRAe ignorait la nature du terrain de Domrémy.*

**Cette situation nouvelle mériterait d'être portée à la connaissance de la MRAe.**

#### **3.2. Observations recueillies pendant l'enquête**

- ✓ Le registre d'enquête comporte des observations et interrogations ainsi que 5 courriers annexés. (en annexe 13)
- ✓ La boîte mail dédiée n'a été utilisée qu'une fois.

Au cours de mes trois permanences, j'ai reçu la visite de 15 personnes au total en présence de M. GEOFFROY : 13 personnes (M. D. ROBERT & Mme A. YOAN ; M. SCHAEFFER ; AL. DIEZ ; Cl. MAGNIER ; C. HAYANI ; R. MECCION ; M. BARY ; P. BONNEAUX ; C. NACHBAR ; P. LEGGERI ; Famille NOIRTIN ; JL CONTAL) sont venues pour prendre connaissance du dossier et connaître les conséquences en matière de travaux de mise aux normes de leur raccordement au réseau public :

- ✓ Délais de raccordement et de mise en conformité,
- ✓ Conditions de raccordement et d'abandon des anciennes installations d'assainissement non collectif (fosses septiques, filtres, bacs dégraisseurs...) démolition ou vidange et comblement par des matériaux inertes.
- ✓ Montant des aides financières aux particuliers,
- ✓ Prix de l'eau après travaux.

Puis ont notifié un avis favorable sur le projet retenu dans le registre.



4 personnes (P. ANDRIOT ; Th. CONTER ; M. HUGO ; G. ANDRIOT) ont déposé des courriers et dossiers complets, exposant leur opposition au projet, projet selon eux trop ambitieux pour la commune, compte tenu du manque d'information sur le coût réel de l'investissement à charge par habitant et sur le prix du mètre cube d'eau après travaux.

La meilleure solution serait de rester en assainissement non collectif pour ne pas endetter la commune, d'autant que le coût des études de dépollution du terrain de Domrémy n'a pas été évoqué ni chiffré.

### 3.3. Mémoire et réponse de Monsieur le Maire de GREUX

En réponse au procès-verbal de fin d'enquête publique (annexe 11) daté du 21 Février 2018 et réceptionné le même jour (dans le délai de 15 jours prévu à l'article R.23-18 du Code de l'Environnement), M. Le Maire a apporté les précisions suivantes :

- ✓ A la demande de M. Pascal ANDRIOT de sortie de zonage collectif pour passer autonome

Réponse :

*Oui, vu la situation géographique de la parcelle : avis favorable ANC*

1. Interrogations de M. Pascal ANDRIOT :

- ✓ § Scenario 3 : même poste de refoulement qu'en scenario 2 avec une distance double ?

Réponse :

*Scenario 2 : refoulement vers site propre de Greux ; Scenario 3 : vers Domrémy.*

- ✓ Apparaît le nom d'une rue inexistante à GREUX « rue du Faubourg » : réseau de transfert : 13 500€ : est ce un copier/coller d'un autre dossier ?

Réponse : oui

- ✓ Il est écrit « conserver le réseau existant comme pluvial » mais étant donné l'importance des travaux envisagés, celui-ci sera fort mal en point et sera à refaire :

Réponse :

*Ce coût sera étudié en phase travaux : nécessité d'études complémentaires (topographie, visite caméra...)*

- ✓ A la demande de M. Thierry CONTER : *Habitant de Greux mais bénéficie de l'eau potable du réseau de Domrémy la Pucelle et actuellement en ANC grâce à l'installation d'une micro-station.* Etant autonome pour la gestion de l'assainissement des eaux usées de son domicile, il lui apparaît difficile d'être obligé de participer aux coûts de l'assainissement collectif par une taxe complémentaire sur la redevance d'eau potable ou autre processus.

Réponse :

*Hors zonage collectif et donc pas de participation au coût de l'assainissement collectif.*

- ✓ Concernant ses eaux épurées de son domicile, ainsi que pour les eaux de pluie : sera-t-il possible de les évacuer sur le domaine public, comme actuellement ?

Réponse :

*Pas de modification sur rejet*

- ✓ Aux interrogations de M et Mme HUGO mais aussi de M. Gilles ANDRIOT sur le manque d'information sur les coûts d'investissement et notamment sur le coût de dépollution de la parcelle ZA N° 22, le coût de fonctionnement, le coût de réfection du réseau existant, le coût financier par habitation individuelle, le coût d'entretien des pompes de relevage, le réseau d'eaux pluviales.

Ils proposent que la commune prenne à sa charge le coût financier d'un assainissement autonome puisque chaque propriétaire pourrait bénéficier de 6 400 € de subvention et le solde restant à charge pourrait être réglé sur plusieurs années suivant le montant ; tout ceci inscrit dans une convention rédigée par la commune et signée avec chaque propriétaire.

Ils souhaitent que ces études soient révisées en tenant compte des remarques précitées et qu'une véritable étude par habitation du coût d'un assainissement autonome soit chiffré.

Réponses :

- *La phase travaux fera l'objet d'une autre étude plus précise pour chaque habitation en fonction du choix d'assainissement retenu.*
- *L'étude du réseau pluvial ne fait pas partie de l'étude de zonage.*
- *Le coût de dépollution de la parcelle ZA N°22 sera étudié lors de la phase travaux.*
- *Le coût d'entretien d'une pompe ne dépend pas du linéaire mais de sa puissance et volume.*
- *Le chiffrage individuel par habitation n'est pas fourni en étude de zonage mais en phase travaux.*
- *Concernant la proposition d'une convention entre la commune et l'habitant : sous condition de volonté de la commune.*

- ✓ A la demande de M. Patrice BONNEAUX de démonter le bac de décantation installé sur son terrain et raccordement sur le réseau d'en face.

Réponse : oui

Autres interrogations lors des permanences : (rappel précisions verbales)

2. Concernant le délai de raccordement et de mise en conformité : il est de 2 ans à compter de la date de réception des travaux de la station d'épuration.
3. Pour les conditions de raccordement et d'abandon des anciennes installations, les habitants devront déconnecter leur système autonome, afin de raccorder leur habitation au réseau public
4. Pour le financement des travaux : des habitants sont inquiets du montant à régler et ne pourront pas investir ni emprunter ; quelles solutions à donner ?

Les propriétaires concernés par les travaux de mise en conformité ne pourront bénéficier de subventions de l'Agence de l'Eau et du Département que si :

- *D'une part, le zonage d'assainissement est approuvé après enquête publique et que l'habitation se situe en zone d'assainissement non collectif ;*
- *D'autre part, la commune se porte maître d'ouvrage d'une opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif*

### 3.4. Appréciation du Commissaire Enquêteur

A l'issue de cette enquête, il a été relevé de nombreuses interrogations du public, notamment :

- ⇒ Le choix du terrain retenu pour l'installation de la station d'épuration sur le site de DOMREMY LA PUCELLE (Parcelle Z.22) qui était **le lieu de la plus importante casse automobile de la région...Il n'a pas été réalisé d'étude de sols ni aucun traitement, alors que les salariés travaillaient à l'ancienne avec le plus souvent des chalumeaux pour découper la ferraille en plein air et sans aucun bac pour récupérer les liquides extrêmement dangereux.**

*Comment se fait-il que ce site n'ait pas été inscrit dans la base de données du Ministère de l'environnement en catégorie BASOL ? De ce fait, l'avis de la MRAe devient caduc mais il convient à présent d'en informer la MRAe.*

*(NB : il est même étonnant que cette information n'apparaisse nulle part dans le dossier du plan de zonage d'assainissement collectif de Domrémy-la-Pucelle qui a été approuvé par le Conseil Municipal dans sa délibération du 26 Janvier dernier.)*

Des études de sol et de dépollution du terrain demeurent obligatoires, d'où un coût supplémentaire à supporter par la commune qui s'interroge déjà sur son financement, alors qu'il y a déjà de nombreuses inconnues sur le financement, compte tenu de la méconnaissance du montant des aides (l'Agence de l'Eau et du Département) et surtout du montant exact des travaux d'autant qu'ils ne pourront pas se réaliser dans un délai rapproché.

- ⇒ Les habitants déplorent le manque d'information sur les coûts d'investissement restant à leur charge et craignent à la fois un fort endettement de la commune avec le zonage d'assainissement collectif mais aussi une forte augmentation du prix de l'eau.

**Mes conclusions et avis motivé font l'objet d'un document séparé à la suite du présent rapport**

Fait à Méréville, le 12 Mars 2018

Suzanne GERARD

Commissaire Enquêteur

# ANNEXES

---

- **Annexe 1** : Délibération du 20 Juillet 2017
- **Annexe 2** : Ordonnance TA n° E17000143/54 du 12/12/2017 : nomination Commissaire enquêteur
- **Annexe 3** : Arrêté 07/2017 prescrivant l'EP du 22/12/2017
- **Annexe 4** : Carte de synthèse des contrôles de diagnostic de l'ANC
- **Annexe 5** : Décision MRAE 2017 DKGE 198
- **Annexe 6** : Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif
- **Annexe 7** : Invitation réunion publique 15/01/2018
- **Annexe 8** : Insertions publicitaires
- **Annexe 9** : Avis au public
- **Annexe 10** : Affichage
- **Annexe 11** : Procès-verbal de synthèse \_réponses
- **Annexe 12** : Plan des scenarii 3 ; 2 ; 1
- **Annexe 13** : copie registre